

notamment, demandait instamment à l'Union soviétique et aux États-Unis de proclamer un gel immédiat des armes nucléaires en tant que première étape vers un désarmement global. La résolution présentée par l'Inde, quant à elle, demandait aux États dotés et l'arme nucléaire de convenir de geler les arseneaux nucléaires, de mettre un terme à toute nouvelle fabrication d'armes nucléaires et de cesser toute production de matières fissiles à des fins militaires.

La proposition soviétique a été adoptée par 95 voix pour, 18 contre et 13 abstentions. Dans le cas de la proposition de la Suède et du Mexique. III États ont voté pour, 12 contre et il y a eu 7 abstentions. Enfin, la résolution indienne a été adoptée par 110 voix pour, 12 contre et 9 abstentions.

Le Canada a, pour sa part, voté contre les trois propositions, considérant que de simples déclarations à propos d'un gel ne constituaient pas une réponse valable face au danger nucléaire. Comme son gouvernement l'a déclaré à maintes reprises, le Canada veut plutôt obtenir une reprise immédiate et inconditionnelle des négociations sur les réductions. Le retour sans condition préalable à des négociations bilatérales sérieuses entre les États-Unis et l'Union soviétique, en tenant compte des intérêts légitimes des deux parties sur le plan de la sécurité et en prévoyant des mesures de vérification satisfaisantes, constitue la façon la plus réaliste de réduire les arseneaux nucléaires.

Ainsi, par son vote, le Canada a fait valoir les doutes sérieux qu'il entretient quant au caractère pratique de l'idée de gel nucléaire tel qu'on le préconise à l'heure actuelle. La déclaration d'un gel en lieu et place de sa négociation soulèverait inévitablement des problèmes nombreux et vraisemblablement insolubles au niveau des définitions, des exclusions et des inclusions. La négociation d'un gel serait tout aussi complexe et prendrait autant de temps que la négociation de réductions.

Quoi qu'il en soit, il ressort des tendances manifestées par les votes cette année qu'il faut réétudier la question afin de mettre au point une résolution qui aurait pour effet de stopper la course aux armements nucléaires sans pour autant fixer définitivement des positions de supériorité inacceptables à des niveaux différents d'armement. La composition du vote des pays occidentaux montre qu'on recherche le moyen d'assurer la sécurité collective en abaissant les niveaux d'armement. L'Australie et deux pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), le Danemark et la Grèce, ont voté pour la proposition parrainée par la Suède et le Mexique; quatre pays de l'OTAN, l'Islande, les Pays-Bas, la Norvège et l'Espagne, ont été au nombre de sept pays qui se sont abstenus.

Il faut noter, toutefois, que la majorité des pays de l'OTAN et tous les partenaires du Sommet du Canada ont voté contre la résolution sur le gel. Le Canada continuera d'examiner cette question qui sera manifestement reprise dans le contexte de la revue prochaine de sa politique étrangère.

2. *La prévention de la guerre nucléaire.* La prévention d'une guerre nucléaire pourrait sembler un objectif universellement partagé au sujet duquel il serait facile de parvenir à un consensus au sein des Nations unies. Il n'en a pas été ainsi. Les raisons sont variées et illustrent bien ce qu'il est possible — et ce qu'il est impossible — de faire aux Nations unies. Un projet de résolution coparrainé par le Canada et ses alliés européens a cherché à placer la prévention d'une guerre nucléaire dans le contexte de la prévention de toutes les guerres, et à l'intérieur du cadre défini par la Charte des Nations unies. Certains